

Pétitions

● (1700)

LE CONTINGENTEMENT DES CHAUSSURES IMPORTÉES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, mes pétitions sont fort inusitées, car elles comportent non seulement des signatures mais aussi une botte remplie de charbon qui sera envoyée au premier ministre (M. Mulroney) . . .

M. le Président: A l'ordre. La députée voudra bien présenter ses pétitions sans observations, sans étalage d'objets.

Mme Copps: Monsieur le Président, la botte vient de Susan Shoes et Cougar Shoes, de Hamilton, dont les employés sont parmi les centaines de personnes qui ont déjà fait parvenir des pétitions à votre bureau. Étant donné que le secteur canadien de la chaussure représente 20,000 emplois dont la valeur annuelle est estimée à 830 millions de dollars et que ce secteur a fait de sérieux efforts pour améliorer sa rentabilité et sa productivité, la décision de mettre fin au contingentement des chaussures importées que le gouvernement a annoncée le 20 novembre va faire beaucoup de tort. Nous prions pour que le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) et le premier ministre rétablissent le contingentement de toutes les chaussures importées pour les cinq prochaines années en vue de protéger les emplois existants et de contribuer à en créer d'autres dans ce secteur.

J'ai une autre pétition signée par près d'une centaine d'employés de la De Carlo Shoe Co., de Toronto.

J'ai une autre pétition signée par plus d'une centaine de travailleurs de la belle région de Cambridge, qui s'inquiètent du fait que, ces quatre derniers mois, cinq fabriques de chaussures ont soit fermé leurs portes soit effectué de nombreuses mises à pied par suite de la décision gouvernementale de supprimer le contingentement à l'importation. Les pétitionnaires prient humblement le premier ministre et le ministre du Commerce extérieur de rétablir le contingentement afin de préserver les 20,000 emplois du secteur de la chaussure.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition provenant de la magnifique circonscription de Hamilton-Est, la plus belle qui soit au Canada . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Si la députée veut bien accélérer et ne s'en tenir qu'aux pétitions elles-mêmes.

Mme Copps: Cette pétition provient d'une coalition de femmes concernant les allocations familiales. Voici ce que les signataires réclament du gouvernement: Nous, soussignées, demandons au premier ministre (M. Mulroney) de retirer dès maintenant le projet de loi C-70 qui aura pour effet de réduire les allocations familiales. Nous avons tous une responsabilité envers les enfants et il faut que le principe de l'universalité soit maintenu.

LE CONTINGENTEMENT DES CHAUSSURES IMPORTÉES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): J'ai encore une pétition provenant d'un groupe de 211 travailleurs de Toronto qui s'attendent à des licenciements en raison de la décision du

gouvernement de supprimer les quotas d'importation sur les chaussures. Plus de 200 travailleurs de Toronto ont signé cette pétition qui demande au gouvernement de revenir sur sa décision mal fondée de priver de travail les ouvriers de la chaussure.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): J'ai une autre pétition de la magnifique . . .

M. le Président: Je prierais la députée de bien vouloir terminer au plus tôt.

[Français]

Mme Copps: Oui, monsieur le Président. J'ai une pétition d'un autre groupe, la Coalition des femmes pour les allocations familiales, de la circonscription de Champlain, qui demande au gouvernement . . .

M. Malépart: Il n'y a pas de député!

Mme Copps: Avec les «deux de pique» qui sont là, c'est évident que c'est nous qui avons la responsabilité de présenter des pétitions. Cette pétition vient de citoyens qui demandent la pleine indexation des allocations familiales pour tous les enfants et toutes les familles, surtout les familles monoparentales.

Monsieur le Président, j'ai juste une autre pétition et je vais la présenter très brièvement. Elle vient de la circonscription de Trois-Rivières, qui demande encore que le gouvernement s'était engagé en temps d'élections à prendre des mesures destinées à aider la femme . . .

[Traduction]

M. le Président: La députée donne également lecture des pétitions, ce qui est interdit.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, je n'ai qu'une seule pétition, provenant de la circonscription de Longueuil. On me demande, par votre entremise, monsieur, de prier le gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfants. J'ajoute, monsieur le Président, qu'il s'agit de gens très mal pris pour lesquels je réclame un peu de sympathie.

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à vous présenter et elles ne sont pas toutes sur le même sujet. Je vais tenter d'être très bref parce que je suis sûr que c'est ce que vous voulez.

[Traduction]

LE CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS DE CHAUSSURES

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Voici une pétition signée par les employés de Celebrity Shoe Factory Limited, du 53, chemin Hymus, à Scarborough, en Ontario, qui demandent au gouvernement de rétablir les quotas dans le secteur de la chaussure.